

STATUTS

A.C.C.A. LACANAU

ART. 1- En application de la loi n°64696 du 10 Juillet 1964, du décret n° 66747 du 7 Août 1966 et des articles L. 422-2 à L. 422-26 et R. 222-1 à R. 222-79 du Code de l'Environnement relatifs à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasses agréées, il est formé, dans la commune de LACANAU une A.C.C.A. désignée sous le nom : « association communale de chasse agréée de LACANAU »

ART. 2- L'association est constituée conformément à la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but, dans le cadre du Code de l'environnement, d'assurer une bonne organisation technique de la chasse, de favoriser sur son territoire le développement du gibier et de la faune sauvage dans le respect d'un véritable équilibre agro-sylvo-cynégétique, l'éducation cynégétique de ses membres, la régulation des animaux nuisibles, le respect du plan de chasse et des plans de gestion, ainsi que du **schéma départemental de gestion cynégétique**.

Elle a également pour objet d'apporter la contribution des chasseurs à la conservation des habitats naturels, de la flore et de la faune sauvage.

Son activité s'exerce dans le respect des propriétés, des cultures et des récoltes. Elle est coordonnée par la Fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs.

Elle collabore avec l'ensemble des partenaires du monde rural et, en particulier avec la commune de son territoire.

ART. 3- Le siège social est fixé à :

L' Hôtel de Ville de LACANAU-MEDOC.

L'association a une durée illimitée.

L'année sociale commence le 1er juillet pour se terminer le 30 juin de l'année suivante.

L'association est obligatoirement affiliée à la Fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs dans les conditions prévues par les statuts de celle-ci.

ART. 4- Est admis à adhérer à l'association communale de chasse agréée avec les droits et obligations définis aux articles ci-après :

1°) Tout titulaire du permis de chasser validé, domicilié dans la commune ou y possédant une résidence pour laquelle il figure, l'année de son admission dans l'association, pour la quatrième année consécutive, au rôle de l'une des quatre contributions directes.

2°) Tout propriétaire ou détenteur de droits de chasse, ayant fait apport, de ses droits de chasse à l'association, ainsi que, s'ils sont titulaires du permis de chasser validé, ses conjoints, ascendants et descendants ainsi que gendres et belles-filles du ou des conjoints apporteurs.

3°) Toute personne ayant fait apport de ses droits de chasse attachés à une ou des parcelles préalablement au transfert de la propriété de celle-ci à un groupement forestier, ainsi que, s'ils sont titulaires du permis de chasser validé, ses conjoints, ascendants et descendants, gendres et belles-filles du ou des conjoints apporteurs.

4°) Tout titulaire du permis de chasser validé, preneur d'un bien rural lorsque son propriétaire a fait apport, de son droit de chasse.

5°) Tout titulaire du permis de chasser validé, proposé à l'association, par un propriétaire ayant fait apport

volontairement et sous cette condition, de son droit de chasse, en application de l'article R.222-47-b du Code de l'environnement.

6°) Tout propriétaire d'un terrain soumis à l'action de l'association et devenu tel en vertu d'une succession ou d'une donation entre héritiers au cours de la période quinquennale écoulée.

7°) Tout propriétaire ayant fait apport d'un territoire de chasse mais non chasseur, est sur sa demande, sauf s'il a manifesté son opposition dans les conditions fixées par le 5° de l'article L.422-10 du Code de l'environnement, membre de droit de l'association sans être tenu de payer la cotisation prévue à l'article 13 ni de participer à la couverture du déficit éventuel de l'association.

Postérieurement à la constitution de l'association le conseil d'administration examine la conformité des nouvelles adhésions avec la réglementation en vigueur.

Ne peut être membre de l'association tout propriétaire ou détenteur de droits de chasse ayant exercé un droit à opposition dans le cadre de l'article 5 de la loi du 26/07/2000, sauf en cas de décision souveraine de l'A.C.C.A. prise par l'assemblée générale à la majorité des suffrages exprimés. Ne sont pas pris en compte dans les oppositions cynégétiques, les surfaces situées dans le rayon des 150 mètres autour des habitations.

Dans le cadre de l'acquisition de micro-parcelles et de la jurisprudence y afférent, les nouveaux propriétaires ayant acquis un territoire de chasse inférieur à 5 hectares ne pourront prétendre au titre de membre de droit tel qu'il est défini dans le 2° du présent article.

Leur territoire est exclu du droit de chasse, sauf en cas de décision souveraine de l'A.C.C.A. validée par l'assemblée générale à la majorité des suffrages exprimés.

ART. 5-Le nombre minimum des adhérents de l'association communale ou intercommunale de chasse agréée, égal à celui des membres obligatoirement admis en application de l'article 4 lors de sa constitution, est de 250.

ART. 6-En outre, l'association comprend obligatoirement un pourcentage de titulaires du permis de chasser valide ne rentrant dans aucune des catégories figurant à l'article 4 des présents statuts, qui est de 10% au minimum du nombre des adhérents visé à l'article R.22263° du Code de l'environnement.

Ce pourcentage est déterminé par décision du conseil d'administration avant réponse aux demandeurs souhaitant bénéficier d'une telle carte pour la saison suivante. **Il est de 20% .**

Les demandes d'admission correspondantes sont formulées par écrit et adressées **avant le 1er avril de chaque année** au président de l'association. Celui-ci sur décision du conseil d'administration et après tirage au sort s'il y a plus de candidatures recevables que de places disponibles, retient les candidatures et en avise, **avant le 15 mai** les intéressés dont l'admission prend effet, pour une année seulement, à compter du 1er juillet suivant.

La Fédération départementale et interdépartementale des chasseurs est informée des places disponibles.

ART. 7-La liste des membres et celle des parcelles dévolues à l'A.C.C.A. sont tenues à jour et disponibles en permanence au siège de l'association.

ART.8-L'association est administrée par un conseil d'administration composé de 9 membres élus pour 6 ans par l'assemblée générale, rééligibles et dont un tiers est renouvelé tous les 2 ans. Les deux premiers tiers soumis à renouvellement sont désignés par tirage au sort.

Le nombre de membres et la composition du conseil d'administration qui doit comprendre 2/3 au moins de titulaires du permis de chasser valide, un tiers au plus de ces derniers n'entrant dans aucune des catégories définies au I de l'article L.422-21 du Code de l'environnement.

Le conseil d'administration désigne, parmi ses membres, après chaque renouvellement, un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier et d'un secrétaire dont les fonctions sont gratuites.

En cas de partage des voix au conseil d'administration, celle du président est prépondérante.

ART.9 – Le conseil d'administration se réunit **au moins trois fois dans l'année** sur convocation du président. Il peut aussi être réuni sur la demande des 2/3 de ses membres. Les délibérations du conseil d'administration ne sont valables que si les 2/3 au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Les membres du conseil d'administration doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils et civiques, ils doivent en outre, ne pas avoir fait, depuis cinq ans, l'objet d'une condamnation au titre de la police de la chasse.

Le Président est le représentant légal de l'association en toutes circonstances, notamment en justice et vis-à-vis des tiers. Il ordonne les dépenses mais elles ne pourront pas excéder une valeur de 1500 € par an sans l'accord du conseil d'administration. Il a seule autorité sur les gardes particuliers de l'association.

Il peut déléguer ses pouvoirs à un membre du bureau.

Il agit en justice sur mandat du conseil d'administration auquel il fait rapport.

Le vice-président remplace d'office le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Le secrétaire tient, notamment, les registres des procès-verbaux de séance et assure la correspondance.

Le trésorier est chargé de tenir à jour le compte en denier des recettes et des dépenses et s'il y a lieu la comptabilité matière.

Le conseil d'administration pourvoit, s'il le juge utile, aux vacances qui se produisent entre deux assemblées générales, sous réserve de ratification à l'A.G. qui suit.

ART. 10-L'assemblée générale de l'A.C.C.A. se réunit au moins une fois par an dans le courant du deuxième trimestre sur convocation du président annoncée par un avis affiché à la porte de la mairie au moins 10 jours à l'avance. L'ordre du jour y est mentionné.

L'assemblée générale de l'A.C.C.A. peut aussi être convoquée à l'initiative des 2/3 des membres du conseil d'administration.

Elle se compose de tous les membres de l'A.C.C.A. qui disposent d'une voix chacun.

Les membres ayant fait apport à l'association d'un droit de chasse, de façon volontaire ou non, disposent, en outre, d'une voix supplémentaire par 20 hectares ou tranche de 20 hectares, et ce, jusqu'à un **maximum de 6 voix**. Un apport inférieur à 20 hectares, inclus dans le territoire de chasse avec un minimum de 5 hectares (micro-parcelles art.4 alinéa 7 - 4ème paragraphe) emportant l'attribution d'une voix supplémentaire.

Chaque membre présent à l'A.G. ne peut détenir que **deux pouvoirs**.

L'assemblée générale approuve les comptes de l'année écoulée ainsi que le projet de budget de l'année sociale suivante.

Elle autorise tous échanges, acquisitions, locations et vente d'immeubles nécessaires à l'accomplissement du but de l'association. Elle donne au conseil d'administration toute autorisation utile.

Elle élit ou renouvelle le conseil d'administration

Elle se prononce, au vu des propositions du conseil d'administration :

-sur toutes questions concernant les règlements intérieur et de chasse.

- sur les apports de territoire de chasse postérieurs à la création de l'association, sur les indemnités éventuelles y afférent, ainsi que sur l'adhésion éventuelle à un G.I.C. (groupement d'intérêt cynégétique) ou à un autre groupement de gestion.
- sur les demandes de location de territoires de chasse
- sur l'engagement ou la révocation du ou des gardes particuliers de l'A.C.C.A.

Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les délibérations de l'assemblée générale font l'objet de procès-verbaux, inscrits sur un registre spécial, signés par le président et le secrétaire et **transmis à la Sous-Préfecture**.

ART. 11-L'association ne peut adhérer à une association intercommunale de chasse agréée (A.I.C.A.) qu'à la suite d'une décision prise en assemblée générale convoquée à cet effet et à la majorité des 2/3 des voix exprimées dont disposent les membres de l'association.

Son retrait de l'association intercommunale de chasse agréée intervient à la suite d'une décision de l'assemblée générale prise dans les mêmes conditions et conformément aux statuts de l'association intercommunale de chasse agréée

ART. 12- Les ressources de l'association se composent :

- a) des cotisations annuelles versées par les sociétaires, ainsi que des cotisations complémentaires nécessitées par un déficit éventuel.
- b) des revenus du patrimoine.
- c) Du montant des amendes sociales sous forme de sanctions pécuniaires infligées par le conseil d'administration aux membres de l'association titulaires du permis de chasser validé pour infraction aux statuts, au règlement intérieur et au règlement de chasse.
- d) Des subventions.
- e) Des indemnités et dommages intérêts qui pourraient lui être attribués.
- f) D'une cotisation supplémentaire d'un montant égal à la valeur du timbre subvention de la fédération des chasseurs lorsque celui-ci ne sera pas remis à l'A.C.C.A. Cette cotisation sera variable en fonction de la valeur du timbre subvention.
- g) De toutes autres ressources autorisées par les textes en vigueur, à l'exclusion de tout droit d'entrée.

ART. 13-L'assemblée générale fixe annuellement le montant des cotisations qui sont dues par les adhérents des diverses catégories de membres prévues à l'article 4.

La cotisation des membres mentionnés au 6° de l'article R. 222-63 ne doit pas excéder le quintuple de la cotisation la moins élevée. (habitant de la commune)

Le versement de la cotisation est constaté par la remise d'une carte d'adhérent pour l'année en cours, carte qui doit être présentée à toutes réquisitions des agents chargés de la police de la chasse, des gardes particuliers de l'association, et des agents de développement cynégétique des fédérations départementales et interdépartementales des chasseurs.

La cotisation une fois versée n'est remboursée en aucun cas.

ART.14-Toutes les ressources prévues à l'art.12 seront entièrement consacrées à la réalisation des buts de l'association tels qu'ils figurent à l'article 2 des présents statuts.

Une partie de ces ressources est obligatoirement employée :

- aux moyens financiers consacrés, notamment, à la souscription d'un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile de l'association, de son président et de ses délégués en tant qu'organisateur de la chasse.
- au paiement des cotisations et taxes dues à la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs.
- à constituer un fond de réserve alimenté par un prélèvement sur les ressources annuelles afin, notamment, de régler les indemnités d'apport pr422-17 prévues à l'article L. du Code de l'environnement.

ART. 15-L'association constitue une ou plusieurs réserve (s) de chasse et de faune sauvage, représentant une superficie totale d'au moins 10% de son territoire et dont la situation est précisée aux règlements intérieur et de chasse. Elle peut délimiter et modifier le nombre, l'étendue et l'emplacement des réserves conformément à ses obligations de gestion cynégétique.

L'exercice du droit de chasse y est interdit en tout temps. Toutefois, la réalisation d'un plan de chasse ou d'un plan de gestion, des captures de gibier en vue du repeuplement ou d'études scientifiques, la destruction des animaux classés nuisibles, peuvent y être autorisés par arrêté préfectoral pris sur avis du directeur départemental de l'agriculture et du président de la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs.

ART. 15 bis. Les propriétaires possesseurs ou fermiers, peuvent déléguer à l'A.C.C.A. les droits qui leur sont conférés par l'article 393 du code rural, vis-à-vis des animaux nuisibles uniquement sur les territoires dont le droit de chasse a été apporté à l'association.

ART. 16- Le conseil d'administration peut infliger des sanctions pécuniaires aux membres de l'association titulaires du permis de chasser validé en cas d'infraction aux statuts, au règlement intérieur ou au règlement de chasse, dans la limite du montant des amendes prévues pour les contraventions de deuxième classe.

Le conseil d'administration peut demander au préfet de prononcer :

- a) pour les propriétaires chasseurs apporteurs de droit de chasse, la suspension du droit de chasser sur le territoire de l'association, en cas de non paiement de la cotisation, après mise en demeure ou de fautes graves ou répétées.
- b) pour les membres énumérés aux 1°, 2°, et 3° de l'article L.422-21 autres que ceux mentionnés au a) ci-dessus, la suspension du droit de chasser sur le territoire de l'association ou l'exclusion temporaire en cas de non paiement de la cotisation après mise en demeure ou de fautes graves ou répétées.
- c) pour les membres énumérés au II de l'article L.422-21 du code de l'environnement, la suspension du droit de chasser sur le territoire de l'association, l'exclusion temporaire ou définitive en cas de fautes graves ou répétées.

Le conseil d'administration est convoqué à cet effet avec la mention de la question à l'ordre du jour. L'intéressé est invité par lettre recommandée, adressée au moins 8 jours à l'avance, à se présenter devant le conseil d'administration ou à lui faire parvenir ses explications.

Si le conseil d'administration retient l'une ou l'autre sanction prévue au 2ème alinéa du présent article, il transmet à cet effet une proposition au préfet qui prononce la sanction et la notifie à l'intéressé.

ART. 17- Les règlements intérieurs et de chasse préparés par le conseil d'administration, sont votés par l'assemblée générale et précisent, en tant que de besoin pour l'application des présents statuts, les droits et obligations des sociétaires et l'organisation interne de l'association.

Toute modification à ces règlements est décidée en assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, et n'est exécutoire qu'après approbation par le préfet.

ART. 18- Dans le cas où l'association communale de chasse agréée cesserait son activité ou se verrait retirer l'agrément du préfet, son assemblée générale décidera de la dévolution du solde de son actif social, soit à la fédération départementale ou interdépartementale des chasseurs, soit à une autre association communale de chasse agréée du département.

Statuts mis en conformité le 26 /06/2005, et le 24/06/2007 suivant le décret n°2004-462 du 28/05/2004, relatif aux statuts des A.C.C.A. paru au J.O. du 29/05/2004 et modifiés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 Juin 2015.

Lus et approuvés lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 26/06/2005.

Le secrétaire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CH. Bourricaud', written over a horizontal line.

CH. Bourricaud

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'CH. Désarnaud', written over a horizontal line.

CH. Désarnaud